

La détresse d'une mère



Les yeux écarquillés de stupeur, une mère, affolée, résumait à elle seule toute la détresse des familles et des mères algériennes qui avaient, par malheur ce jour-là, un proche ou un fils travaillant au palais du Gouvernement.

L'écho de la déflagration d'une puissance inouïe retentissait encore dans ses oreilles, elle n'a pas hésité à courir s'enquérir des nouvelles. Vêtue d'une djellaba à rayures, des babouches aux pieds, le foulard sur ses épaules, elle criait le nom de son fils qui travaille au palais. Elle voulait franchir le périmètre de sécurité, aussitôt placé par les agents de sécurité, mais sans succès, l'accès lui a été refusé. "Mon fils travaille ici, laissez-moi

passer, je vous en supplie, Monsieur l'agent, je suis sa mère", ne cessait-elle de répéter en cherchant désespérément des informations. Mais le policier, qui avait reçu des ordres de ne laisser personne s'approcher, ne pouvait la laisser passer. Il ne savait pas quoi répondre sauf : "Rassurez-vous, madame, l'explosion ne s'est pas produite à l'intérieur de la bâtisse."

Difficile de croire en voyant les débris de verre qui jonchaient le sol sur un rayon de deux à trois cents mètres à l'entrée du palais et sur la grande esplanade ainsi que le nombre d'ambulances qui affluaient pour secourir les blessés. La pauvre mère n'arrivait plus à bouger. Paralysée par la peur, elle dévisageait les blessés dont certains étaient gravement atteints avec l'espoir de ne pas voir son fils parmi eux.

Une demi-heure après, elle était toujours là, figée au bas des escaliers donnant sur le boule-

vard Mohammed-V. Des centaines d'images, des souvenirs, les plus horribles sans doute, défilaient dans sa tête car ce qu'elle vit aujourd'hui, elle a dû le vivre il y a quelques années. Elle a cru, fermement comme plusieurs Algériens, au retour de la paix tant vantée par les officiels.

Malheureusement, cet espoir venait de s'évanouir. "Pourquoi ?", s'interrogeait-elle. Il n'y avait personne pour répondre à sa question.

Les traits de visage en plus tirés, cette maman n'arrivait plus à maîtriser son angoisse d'autant plus que tous les réseaux téléphoniques étaient bloqués. Sur conseil d'agents de sécurité, elle a fini par quitter les lieux pour courir vers l'hôpital Mustapha où tous les blessés étaient évacués.

"Je veux avoir des nouvelles, rien que des nouvelles", implorait-elle, mais personne ne pouvait la renseigner. La panique était générale.

I. T.



Photo : Dalila B.

ATTENTAT CONTRE LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

Al Qaïda cible une des plus hautes institutions de l'Etat



Photo : Samir Sid

C'est l'une des plus hautes institutions de l'Etat algérien qui a été ciblée, hier, par les terroristes du GSPC, groupe qui a récemment fait allégeance à Al Qaïda. Au-delà de l'acte terroriste, l'attaque contre le siège de la chefferie du gouvernement a aussi une portée politique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Pourtant, face à ce drame, le chef de l'exécutif persiste à défendre l'option "réconciliatrice" devant les ruines de son département. "Il s'agit d'un acte criminel qui relève de la pure lâcheté et de la trahison, au moment où le peuple algérien revendique la réconciliation nationale", s'est contenté de dire Abdelaziz Belkhadem en se rendant sur les lieux de l'attentat. Censée être complémentaire avec la poursuite de la lutte contre le terrorisme, la réconciliation nationale semble avoir montré ses limites. Les attentats qui ont frappé le cœur de la capitale, auxquels on peut ajouter les dizaines d'actions terroristes qui ont lieu quotidiennement dans toutes les régions, en sont des preuves concrètes. Et les déclarations des différents responsables ne peuvent plus écarter les doutes. C'est notamment le

cas de Dahou Ould Kablia, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des Collectivités locales, qui avait récemment déclaré que le GSPC ne représente plus une menace pour l'Algérie. Mieux, ce dernier considère même que l'affiliation de ce groupe terroriste à l'organisation de Ben Laden pourrait lui être fatale. "Nous ne lui prêtons pas plus d'importance qu'il n'en a. Allié d'Al Qaïda ou pas, c'est un mouvement qui tend à être éradiqué en totalité et ne pose pas de problème en terme de menace importante. Au Maghreb, l'allégeance du GSPC à Al Qaïda va lui causer beaucoup plus de tort qu'elle ne va lui apporter de bénéfice", a expliqué Ould Kablia en marge d'une réunion des ministres arabes de l'Intérieur qui s'est déroulée à Tunis au mois de février.

Hier, du côté de la présidence de la République, aucune réaction n'a été relevée. Donné pour absent depuis le sommet de la Ligue arabe qui s'est tenu à Riyad, Abdelaziz Bouteflika a repris du service hier. Il a en effet reçu le nouvel ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, qui lui a remis ses lettres de créances, ainsi que le président de la Chambre tunisienne des conseillers.

T. H.

L'"EMIR" BETITRAOUI PROBABLE COMMANDITAIRE DES ATTENTATS KAMIKAZES

Une dérive à l'irakienne

Nos craintes de voir la mutation du terrorisme de guérilla vers le terrorisme de kamikazes reproduit selon le schéma irakien (Le Soir du 15 février 2007) s'avèrent malheureusement bien fondées. Et pour cause, les deux attentats qui ont ensanglanté la capitale, hier, sont l'œuvre de deux kamikazes du GSPC, qui a fait allégeance à Al Qaïda Maghreb.

Ainsi donc plusieurs raisons que nous avons développées dans notre article et les informations dont nous disposons nous poussent à craindre que ce n'est là qu'un processus funeste qui ne fait que commencer.

Concernant les commanditaires, une source sécuritaire laisse supposer que ce serait l'œuvre de la sinistre seriat El Horra du même mouvement armé. Or, celle-ci aurait été en grande partie décimée. Aurait-elle régénéré ? Peu probable.

Cependant le mode opératoire et les cibles choisies laissent penser que ces attentats ont été perpétrés par le même groupe que celui qui a à son actif les deux attentats contre les commissariats de Reghaïa et de Dergana ainsi que les sept attentats qui ont ciblé les structures sécuritaires de Boumerdès et de Tizi-Ouzou le 14 février 2007 et qui se sont soldés par un lourd bilan : 4 morts et des dizaines de blessés.

Ces explosions, on s'en souvient, ont été suivies, quelques jours plus tard, de plusieurs attaques synchronisées à l'arme automatique

dans les wilayas de Boumerdès, Bouira et Tizi-Ouzou contre les unités des services de sécurité. Ce programme aurait été arrêté, selon une source sécuritaire, lors d'une réunion qui s'est tenue dans la forêt de l'Akfadou dans la wilaya de Tizi-Ouzou et qui aurait regroupé plusieurs "émirs" qui écumant les localités du centre du pays.

L'exécution des actions, dont probablement les attentats d'hier dans la partie ouest de la zone 2 du GSPC, Al-Qaïda Maghreb, aurait été confiée à la katibat El Fath que commande le sinistre émir Betitraoui. "La katibat de Betitraoui est la plus dangereuse parce qu'elle est spécialisée dans les attentats à l'explosif", nous confiait, ce lundi, un officier supérieur de la wilaya de Boumerdès.

Originaire de Corso dans la wilaya de Boumerdès, ce redoutable criminel, chef de ce groupe armé, a à son actif un lourd bilan. Il a en outre à sa disposition quelques terroristes aguerris dispersés dans la plaine de la Mitidja. Avec ses éléments, il a accumulé des moyens logistiques et financiers colossaux pour organiser ce genre de forfaits. Mais ce qui fait craindre le pire, se sont les nouvelles recrues des islamistes armés.

En effet, selon les dires d'un spécialiste en lutte antiterroriste qui avait attiré notre attention sur le risque de voir dans notre pays l'apparition des kamikazes, il ne subsiste aucun doute, ces nouvelles recrues, âgées entre 17 et

20 ans, qui n'ont aucune formation ni de capacité de discernement et qui sont fragilisées par une précarité sociale et économique mal vécue, sont des proies très faciles pour les "émirs". Quelques mois dans le maquis où ils seront endoctrinés, ceux-ci deviendront des kamikazes tout indiqués pour venger leurs acolytes abattus.

Effectivement, selon nos informations, le GSPC avait rebondi sur le relâchement de vigilance induit par les longs mois de la politique de la réconciliation nationale pour recruter un grand nombre d'adolescents dans la wilaya de Boumerdès. Les effectifs de ce mouvement sont estimés par une autorité sécuritaire à environ 400 terroristes. C'est en priorité les familles des terroristes qui sont les premières à se voir solliciter.

Des recruteurs, tapis dans l'ombre, choisissent leur proie, l'isolent avant de l'impliquer en premier lieu dans un travail de soutien pour ensuite la pousser à franchir la ligne et entrer dans un processus irréversible. "Le sang a coulé, il ne doit plus s'arrêter", leur disent les recruteurs. "Pour nous, ces recruteurs sont plus dangereux que les terroristes", constate un officier.

D'une part, ces intégristes restent dans l'ombre et ne s'impliquent pas dans les actes terroristes et d'autre part, la politique de la réconciliation interdit aux services de sécurité de s'en approcher sous peine de sanctions.

L. H.